

En réponse aux transformations sociales et familiales, le développement des mesures de soutien aux parents date d'une trentaine d'années. La diversification des modes de fonctionnement familiaux et la difficulté à éduquer dans un monde en mutation ont fait de la fonction parentale un enjeu public. Les parents sont désormais positionnés en cible privilégiée des politiques sociales et sanitaires et se trouvent de plus en plus sollicités par les institutions et les structures d'accompagnement.

Mais si le soutien à la parentalité devient officiellement un objet de politique sociale à la fin des années 90 c'est sur la base d'un paradoxe : dénoncer le discours sur la démission des parents et développer l'implication des parents dans la résolution de leurs difficultés. Les différents dispositifs proposés mettent alors en œuvre des modèles d'intervention basés sur la coopération et la participation active censés s'adresser à tous. Pourtant, dans la pratique, les différences sociales continuent d'alimenter des stratégies d'action divergentes, qui vont se décliner selon les origines culturelles et les milieux sociaux, et rendent quelque peu contradictoires les discours sur les parents. Ainsi, est-on confronté à des modèles de bons parents à géométrie variable en fonction du fait qu'ils soient issus des classes populaires et de l'immigration ou des classes moyennes et supérieures.

Dans les discours publics comme dans les objectifs des dispositifs d'intervention, ce sont les places, les rôles et les fonctions parentales qui sont majoritairement évoqués. Les rapports familiaux sont alors pensés isolément sans prise en compte de la complexité des personnes, des rapports sociaux et de la diversité des évolutions. De fait, c'est au travers de sa seule fonction éducative que va être interpellé le parent. Cette dérive parentaliste va s'appuyer sur des représentations normatives de la « *bonne mère* », du « *bon père* » et de la « *bonne configuration familiale* », qui restent peu questionnées. Nous avons mis en réflexion cette complexité au cours d'une journée d'étude : « Père, mère, des fonctions incertaines, les parents changent, les normes restent ? » qui a donné lieu à un ouvrage chez Erès.

De telles tensions normatives sont durement ressenties par les professionnel.le.s, coincé.e.s entre une augmentation du nombre d'usagers de plus en plus précarisés et en souffrance, et des injonctions liées à l'utilisation des lois du marché dans la gestion des publics. La faiblesse des moyens matériels et humains mis à disposition et la fréquence d'injonctions contradictoires mettent à mal le travailleur ou l'intervenant social, pris entre soutien et contrôle. Face au malaise ainsi produit, et que tous ressentent plus ou moins fortement, il paraît nécessaire de revenir sur le sens de l'action, les valeurs et les normes qui s'y véhiculent, pour s'émanciper des risques de dérives normatives qui mettent à mal les relations entre les professionnel.le.s et les parents.

Nous vous proposons d'analyser les causes et les effets de ces différentes logiques avec Gérard Neyrand sociologue ; de clarifier les repères professionnels et leurs effets sur les pratiques auprès des parents avec Marie-Dominique Wilpert formatrice et chercheuse en intervention sociale ; de s'interroger sur ce que veut dire « aider les parents » et « valoriser les compétences parentales » avec Daniel Coum psychologue clinicien.